



MANIFESTE POUR UNE MODE JUSTE

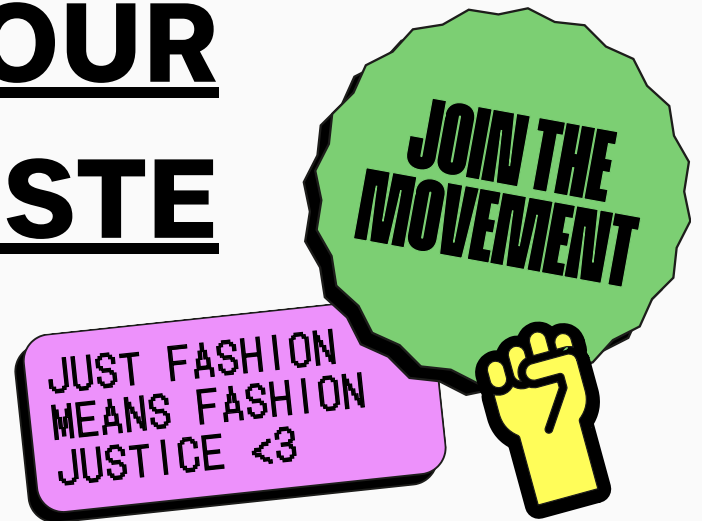
Un manifeste pour placer les droits des travailleur·euse·s au centre d'une action climatique juste.

MANIFESTE POUR UNE MODE JUSTE

Un manifeste pour placer les droits des travailleur-euse-s au centre d'une action climatique juste.

Imaginez une industrie de la mode juste qui place les êtres humains avant les profits, où personne n'est exploité et où la planète n'est pas détruite pour fournir des vêtements bon marché. Nous pouvons y parvenir, mais uniquement si nous défendons collectivement nos droits à une vie décente et à un avenir viable. Notre manifeste décrit notre vision commune d'une industrie de la mode juste qui protège et crée des emplois dignes et résilients face aux changements climatiques sur une planète en bonne santé.

Faibles niveaux de vie. Hausse des températures mondiales. Violences sexistes et racialisées. Effondrement écologique. Extractivisme. Escalade des conflits. Les principaux défis de notre époque trouvent leur origine dans l'exploitation des personnes et de la planète au profit d'une minorité. Ils ne sont pas le fruit du hasard, mais résultent de décisions prises par des entreprises dirigées par des milliardaires et par des gouvernements dans un système capitaliste biaisé. L'industrie de la mode prospère actuellement sur fond de déséquilibres mondiaux alimentés par le pouvoir et l'argent et façonnés par plusieurs siècles de colonialisme et d'impérialisme. Pendant que les marques de mode les plus prospères s'enrichissent davantage, des millions de travailleur-euse-s de l'habillement – dont beaucoup de femmes – sont sous-payé-e-s, surmené-e-s et dépourvu-e-s de protection.



Les modèles commerciaux de la Big Fashion reposent sur l'exploitation de la main-d'œuvre et l'extraction des ressources planétaires selon des modalités violentes. Des milliards de vêtements, de chaussures et d'accessoires sont fabriqués chaque année. La surproduction épuise les sols, empoisonne notre eau, pollue notre air, alimente la déforestation et le déclin de la biodiversité et rejette des émissions à l'origine du réchauffement de la planète. Pendant ce temps, dans le monde entier, les décharges et les cours d'eau débordent d'articles à peine portés, faisant porter aux communautés le fardeau de déchets textiles polluants.

La crise climatique et écologique n'est pas une menace lointaine. C'est déjà une réalité et elle creuse les inégalités. Ces mêmes travailleur-euse-s qui peinent à s'en sortir paient le prix fort du dérèglement du climat. Des inondations, des tempêtes et des canicules entraînent la fermeture d'entreprises et mettent en danger la vie de ces personnes. Face à des conditions météorologiques extrêmes, ils et elles peinent de plus en plus à atteindre des objectifs de production trop ambitieux. Les salaires de misère et l'absence de protection sociale les privent de filet de sécurité lorsqu'une tragédie les frappe.

Les pratiques antisyndicales étouffent aussi leurs revendications. En parallèle, certaines « solutions climatiques » promues par des entreprises traitent les droits du travail comme un problème distinct – ou même risquent d'empirer la situation des travailleur·euse·s. Les emplois disparaissent, les salaires ne sont pas versés et les travailleur·euse·s sont tenu·e·s à l'écart de décisions axées sur l'avenir, mais ayant un impact direct et immédiat sur leur situation.

Il est impossible de réparer une industrie fondamentalement dysfonctionnelle ; nous le savons. Mais nous construisons une nouvelle industrie de la mode juste, basée sur la dignité des travailleur·euse·s et la restauration de notre planète. Ce changement ne se fera pas du jour au lendemain : il exigera à la fois des réformes à court terme et des transformations systémiques à long terme. Ces deux axes se renforcent mutuellement dans ce combat en cours pour une mode juste.

Notre manifeste énonce un ensemble de principes en faveur d'une industrie de la mode juste, pour un système qui :

- garantit un travail décent, une grande qualité de vie et des droits égaux à tou·te·s les travailleur·euse·s tout au long de la chaîne de valeur ;
- assure la justice dans toutes ses dimensions – sociale, économique, de genre et climatique – aujourd'hui et à l'avenir ;
- redistribue la richesse entre les travailleur·euse·s, en offrant à chacun·e un salaire minimum vital et une protection sociale universelle ;

- veille à ce que les coûts de l'adaptation aux changements climatiques et de l'atténuation de leurs effets soient partagés de manière équitable ;
- invite les travailleur·euse·s à avoir une voix au chapitre dans les décisions prises et à s'exprimer sans crainte ;
- restaure la nature et opère en respectant les limites planétaires ;
- limite la surproduction et, dans le même temps, accroît la sécurité de l'emploi ;
- tient les entreprises et leurs dirigeants responsables des préjudices qu'ils occasionnent ;
- adopte des solutions innovantes et justes permettant de produire et de transformer les matières premières et de confectionner, transporter, vendre, recycler et valoriser les vêtements, les chaussures et les accessoires ;
- se construit grâce à un mouvement basé sur le pouvoir collectif et la solidarité internationale.

QUI SOMMES-NOUS ?

Nous sommes des personnes qui confectionnent et portent des vêtements. Nous sommes des militant·e·s, des mouvements sociaux et environnementaux, la société civile, des travailleur·euse·s du secteur de la mode, des syndicats, des organisations de défense des droits des travailleur·euse·s et des allié·e·s qui luttent pour un monde sans exploitation. Ensemble, nous élevons nos voix en faveur d'un système de production de mode juste qui respecte les droits des travailleur·euse·s et restaure la nature.

NOTRE VISION PORTE SUR UNE TRANSITION VERS UNE INDUSTRIE DE LA MODE JUSTE OÙ...

#1 UN TRAVAIL DÉCENT EST GARANTI À TOU·TE·S LES TRAVAILLEUR·EUSE·S, LÀ OÙ IL·ELLE·S SE TROUVENT ET QUEL QUE SOIT LEUR EMPLOI ;

Une industrie de la mode juste repose sur la dignité, la justice et l'équité pour tou·te·s les travailleur·euse·s. Tou·te·s, dans les générations actuelles comme futures, ont droit à des conditions de travail décentes, sûres et dans un environnement sain, exempt de harcèlement, de mauvais traitements et de violence fondée sur le genre. Les droits des travailleur·euse·s sont respectés tout au long des chaînes de valeur, ce qui permet de donner du pouvoir aux personnes qui produisent et transforment les matières premières, et qui confectionnent, transportent, vendent, réparent, recyclent et éliminent les vêtements, les chaussures et les accessoires. Ces droits s'appliquent à chacun·e, sans distinction de race, de genre, de classe, de caste, d'âge, d'orientation sexuelle, de capacité physique, de statut migratoire, de situation professionnelle, de type de contrat ou de lieu de travail. Le travail décent est garanti aujourd'hui, tout au long de la transition vers une industrie de la mode juste, et à l'avenir.

#2 LA PROTECTION SOCIALE UNIVERSELLE PERMET À CHAQUE PERSONNE DE MENER UNE VIE DIGNE ET RÉILIENTE FACE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES.

La protection sociale universelle accroît non seulement la résilience des travailleur·euse·s,

mais aussi notre résilience collective face aux bouleversements sur le plan social et climatique. Tout le monde bénéficie d'un congé de maladie, d'une indemnité et d'un congé de maternité et parental, d'indemnités de licenciement, de prestations de retraite et d'indemnités de chômage. Les dépenses publiques servent à la population, plutôt qu'au financement des impacts sociaux et environnementaux négatifs. Les gouvernements et les entreprises adaptent les lieux de travail pour protéger les travailleur·euse·s de l'impact direct d'un environnement en pleine mutation. Des lois et des accords contraignants (notamment l'Accord international sur la sécurité et la santé dans l'industrie de l'habillement et du textile) rendent les marques responsables du bien-être et de la sécurité des travailleur·euse·s. La protection sociale est cofinancée de manière équitable par les marques et leurs fournisseurs.

#3 LES MOYENS DE SUBSISTANCE DES TRAVAILLEUR·EUSE·S PASSENT AVANT LES PROFITS DES ENTREPRISES.

Une industrie de la mode juste permet aux travailleur·euse·s, à leurs familles et à leurs communautés locales de gagner plus d'argent. Les milliardaires de l'industrie de la mode ne monopolisent plus la richesse générée par les travailleur·euse·s du secteur de l'habillement.



Les bénéfices sont répartis équitablement, en donnant la priorité aux besoins des personnes et de l'environnement, et non à ceux des dirigeants et des actionnaires. Un salaire vital universel nous permet à tou-te-s de subvenir aux besoins du quotidien et d'économiser. Les entreprises et leurs dirigeants paient leur juste part d'impôts tout au long de la chaîne d'approvisionnement. Les investissements se détournent des entreprises qui profitent des préjudices occasionnés; ils financent désormais des organisations qui adoptent de nouveaux modèles basés sur les soins, l'équité et la justice. Les entreprises couvrent un salaire vital, la protection sociale et l'adaptation aux changements climatiques, qu'elles intègrent dans leurs pratiques d'achat. La transition vers une industrie de la mode juste est financée de manière équitable. Les entreprises et les gouvernements historiquement responsables de la crise climatique prennent en charge les dépenses liées à l'atténuation et à l'adaptation. Les coûts du dérèglement climatique et de l'adaptation ne pèsent jamais sur celles et ceux qui supportent déjà le fardeau le plus lourd.

#4 CHAQUE PERSONNE A SON MOT À DIRE DANS LES DÉCISIONS QUI INFLUENCENT SA VIE.

Un futur équitable et durable est façonné par les besoins et le savoir-faire des travailleur-euse-s. Tout le monde a une place à la table. Nous nous organisons librement au sein de syndicats indépendants, de mouvements sociaux et d'autres organisations dirigées par des travailleur-euse-s pour négocier de meilleures conditions de travail et des protections face aux changements climatiques. Les travailleur-euse-s participent davantage à la gouvernance et à la gestion de leur lieu de travail.

L'éducation relative à leurs droits leur permet d'en assurer la défense et la promotion. La formation sur les enjeux climatiques et environnementaux les aide à prendre des décisions, à chaque étape, quant à l'avenir de cette industrie. De plus, la redistribution des bénéfices et le respect des limites planétaires sont facilités par une législation du travail stricte, des conventions collectives et le dialogue social. Tout le monde peut s'exprimer sans crainte ni répression.

#5 LA PRODUCTION DE VÊTEMENTS RÉPOND AUX BESOINS DE CHAQUE PERSONNE TOUT EN RESPECTANT LES LIMITES PLANÉTAIRES.

Une industrie de la mode juste rejette la logique capitaliste du «extraire-fabriquer-jeter», qui encourage l'exploitation des travailleur-euse-s et la surexploitation de l'environnement. Les modèles de production sont transformés afin de respecter les droits des travailleur-euse-s, le travail décent et les limites planétaires. L'obsolescence programmée et le surstockage sont exclus des modèles commerciaux des marques. Les produits de qualité et de valeur sont pensés pour rester en circulation le plus longtemps possible et être les moins jetables possibles.



Les marques de mode sont responsables de l'ensemble du cycle de vie de leurs produits, des matières premières à la fin de vie. Elles financent des solutions de gestion des déchets et protègent les travailleur-euse-s et leurs communautés face à l'impact des déchets textiles sur l'environnement et la santé.

La production liée à la mode ne menace plus notre droit à l'alimentation, à la terre et à l'eau ; les ressources naturelles n'obéissent plus à une logique marchande. Les ressources sont réparties en fonction des besoins réels au niveau mondial et local et elles servent le bien commun. La production juste de vêtements dépasse largement le cadre de l'atténuation de l'impact et de la réduction des volumes de production – elle encourage vivement une relation réparatrice avec la Terre et toutes les espèces vivantes qui la peuplent.

#6 LES SALAIRES AUGMENTENT ET LA SÉCURITÉ DE L'EMPLOI S'ACCROÎT À MESURE QUE LES VOLUMES DE PRODUCTION DIMINUENT.

La production n'est plus motivée par le profit ou la croissance. Le succès se mesure désormais à l'aune du bien-être des travailleur-euse-s et du respect de l'environnement. L'instauration d'un salaire minimum vital universel entraîne une baisse des objectifs de production et des heures supplémentaires, ce qui provoque une diminution des volumes de production globaux des marques. Dans le secteur de l'habillement, le prix reflète enfin le véritable coût de la main-d'œuvre. Les ouvrier-ère-s et employé-e-s produisent moins, travaillent moins d'heures, mais gagnent plus et s'organisent librement en syndicats. Les seuils de production sont établis de manière démocratique pour minimiser les émissions, limiter le réchauffement climatique et restaurer la biodiversité.

Des modèles commerciaux alternatifs – de la précommande et de la réparation à la location et à la revente – sont introduits pour réduire ou remplacer la production. Un système basé sur la mode juste donne plus – et pas moins – à chaque personne : plus de temps libre, un niveau de vie plus élevé et une planète en meilleure santé.

Toutes les réductions sont soigneusement négociées avec les travailleur-euse-s et leurs syndicats pour éviter des pertes d'emploi brutales et une insécurité de revenu. Des plans de départ responsables et des indemnités de licenciement assurent une protection en cas de fermeture d'entreprise. À mesure que l'industrie s'adapte à l'évolution du climat, les opportunités de reconversion et de développement des compétences permettent d'accéder à des emplois plus sûrs, plus résilients face aux changements climatiques, ou à des alternatives professionnelles. Les relations commerciales et la coopération internationale contribuent à renforcer le pouvoir économique des pays producteurs dans des secteurs alternatifs et, ainsi, instaurent à l'échelle internationale une équité propice à la création d'emplois verts. Les marques mondiales, les fournisseurs, les investisseurs et les gouvernements assument la responsabilité partagée de la protection des emplois en offrant des possibilités d'approvisionnement à long terme et de reconversion professionnelle. Personne n'est laissé de côté.

#7 LES ENTREPRISES SONT RESPONSABLES DES PRÉJUDICES QU'ELLES OCCASIONNENT.

Les engagements volontaires ne réduiront pas le pouvoir débridé des entreprises ni ne garantiront la justice aux travailleur-euse-s ; seules des règles mondiales juridiquement contraignantes apporteront la solution.

Un système de production de mode juste tient les entreprises légalement et financièrement responsables de tout préjudice social ou environnemental qu'elles causent directement ou indirectement. La responsabilité est très étendue, rendant les marques de mode conjointement responsables des opérations de leurs fournisseurs, quel que soit l'endroit où se trouve leur siège social. Leurs devoirs envers le personnel couvrent l'ensemble de leur chaîne de valeur et toute la durée de vie de leurs produits. Toutes les marques évaluent régulièrement leur chaîne de valeur. Elles identifient et préviennent les risques liés aux droits humains et à l'environnement, et réparent toutes les violations de ces droits. Les législations sur la transparence obligatoire facilitent l'examen minutieux des déclarations, des politiques et des pratiques commerciales des marques.

Une industrie de la mode juste ne se contente pas de prévenir les préjudices futurs; elle répare les torts du passé et corrige les déséquilibres de pouvoir à l'échelle mondiale. Les marques de mode versent des dédommagements pour les injustices historiques subies par les travailleur·euse·s et introduisent des mesures correctives pour toute violation actuelle ou future des droits. Chaque personne peut facilement obtenir justice sans craindre de représailles. Les autorités nationales du travail sont financées de manière adéquate afin de contrôler efficacement l'industrie de la mode et de garantir le respect de la législation dans toutes les entreprises.

#8 LES VÊTEMENTS SONT PORTEURS DE SENS ET DE VALEUR; ILS RELIENT LA PERSONNE QUI LES PORTE À CELLE QUI LES CONFECTIONNE.

Nous exigeons que les vêtements soient exempts d'exploitation et d'oppression !

La mode satisfait à tous nos besoins – créatifs, fonctionnels et sociaux – et non aux intérêts financiers des entreprises. Les changements dans la production, un salaire vital universel et une économie du partage dynamique facilitent l'accès à des alternatives de mode durable. Les garde-robes se constituent progressivement de vêtements, de chaussures et d'accessoires fabriqués de manière éthique. Les services de retouche, les échanges communautaires, les boutiques de seconde main et les bibliothèques de vêtements d'occasion, les ateliers de réparation et l'éducation à l'entretien des vêtements permettent de les conserver. Le réemploi, la réparation, la revente, l'échange, l'upcycling et le recyclage sont la norme. La publicité, les réseaux sociaux et les publications de mode font la promotion de nouvelles attentes : la longévité et l'artisanat de qualité, plutôt que les tendances éphémères et bon marché. Il est interdit de recourir au greenwashing, au social washing ou à des techniques de marketing visant à exploiter la main-d'œuvre et à porter atteinte à l'environnement. Une consommation plus lente et plus réfléchie libère de l'énergie pour mener des actions collectives et vivre en communauté. Dans notre vision, nous sommes bien plus que des consommateur·rice·s : nous valorisons les vêtements en tant que forme d'expression culturelle et individuelle et respectons le travail qui les a produits.

#9 LA MODE JUSTE SE NOURRIT DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE ET DE L'ACTION COLLECTIVE.

La solidarité est le fil conducteur qui relie les personnes qui confectionnent les vêtements à celles qui les portent. Nous sommes tou·te·s invité·e·s à construire une industrie de la mode juste.

Notre pouvoir collectif se manifeste de différentes manières, notamment par l'organisation en syndicats, par le soutien aux luttes des travailleur-euse-s, par les pressions sur les marques et les gouvernements pour obtenir leur appui à une mode juste et par le rejet de la culture du tout jetable. La création de communautés, l'entraide et le partage de compétences renforcent la résilience dans le cadre de notre lutte commune pour la justice sociale et climatique. Chaque action individuelle fait une différence, mais nous sommes plus fort-e-s lorsque nous agissons ensemble.

Le changement ne naît pas dans les salles des conseils d'administration. Il commence avec nous, qui fabriquons et portons les vêtements. C'est à nous de façonner notre avenir collectif. Élevez votre voix en défense d'une mode juste.

SIGNEZ LE MANIFESTE ET
ENGAGEZ-VOUS À
CONSTRUIRE UN MONDE
QUI PLACE LES ÊTRES
HUMAINS ET LA PLANÈTE
AVANT LES PROFITS !



REMERCIEMENTS

Ce manifeste a été élaboré en consultation avec des jeunes, des travailleurs du secteur de l'habillement et leurs organisations, le grand public, le réseau Clean Clothes Campaign et ses alliés. La version finale intègre des centaines de contributions, de commentaires et de points de vue recueillis en ligne et hors ligne. Merci à toutes les personnes qui ont participé à ce processus, ainsi qu'aux organisations qui ont adhéré à notre vision d'un système de la mode équitable. Vous trouverez [la liste complète des signataires ici](#).

Ce manifeste ne se suffit pas à lui-même, mais s'appuie sur les efforts d'autres acteurs qui font progresser les droits des travailleurs et l'environnement, et y contribue, en particulier :

- Le [Manifeste pour une transition juste dans la chaîne d'approvisionnement du textile et de l'habillement](#), Confédération syndicale internationale et IndustriAll Global Union
- L'[Agenda pour le travail décent de l'OIT](#), Organisation internationale du travail
- L'[Accord de Paris](#), Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques

Pour en savoir plus sur la mode juste, rendez-vous :

- [sur le site de la Clean Clothes Campaign](#).
- [sur le site d'achACT](#) pour les actions en Belgique francophone.
- [sur le site de la Schone Kleren Campagne](#) pour les actions en Belgique néerlandophone.

GLOSSAIRE

Accord contraignant : un contrat entre deux ou plusieurs parties ayant force exécutoire en droit. Dans l'industrie de la mode, il existe de nombreux exemples d'accords contraignants, notamment l'Accord international, les conventions collectives (voir les définitions ci-dessous) et les accords de marque exécutoires négociés, mis en œuvre et signés par au moins une marque et un syndicat. La Clean Clothes Campaign plaide actuellement en faveur d'un Fonds de garantie des indemnités de licenciement (Severance guarantee fund, ou SGF, en anglais). Un tel accord juridiquement contraignant garantirait que les travailleur·euse·s ne se retrouvent plus jamais sans possibilité de toucher l'argent dû en cas de faillite de leur usine.

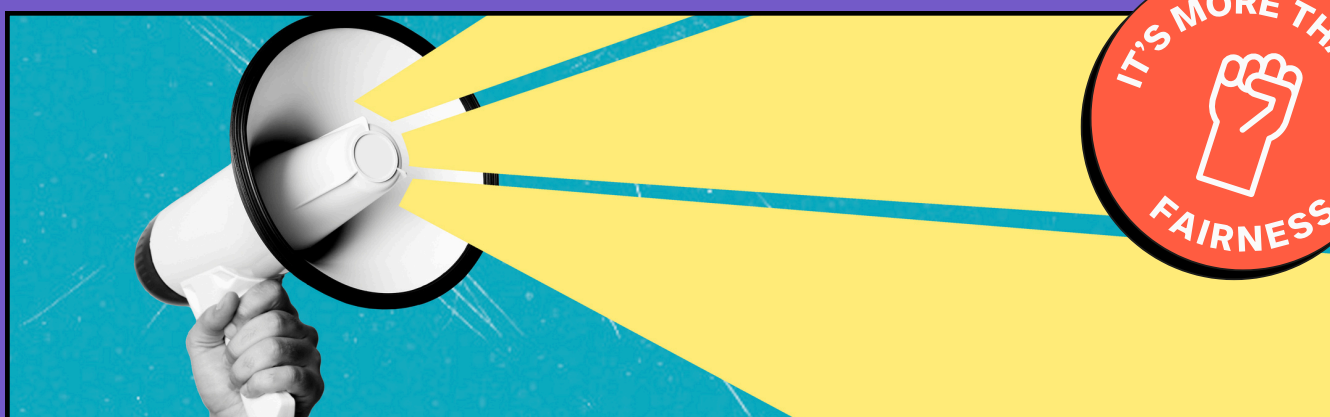
Accord international pour la sécurité et la santé du secteur du textile et de l'habillement (EN) : un accord juridiquement contraignant entre les marques et les syndicats qui a été conclu dans la foulée de la tragédie liée à l'effondrement du bâtiment Rana Plaza au Bangladesh en 2013. Cet accord prévoit que les usines fournissant les marques signataires soient inspectées et que les risques de sécurité identifiés soient résolus.

Adaptation : les actions qui, face aux impacts des changements climatiques, permettent de se préparer, de réduire la vulnérabilité et de renforcer la résilience.

Atténuation : les actions visant à réduire ou à prévenir les émissions afin de limiter l'ampleur du réchauffement planétaire.

Conventions collectives : des accords transparents, contraignants et exécutoires entre employeur(s) et travailleur·euse·s sur les conditions de travail, qui sont négociés par les syndicats.

Dialogue social : un moyen pour les travailleur·euse·s de défendre leurs intérêts et d'améliorer leurs conditions de travail par le biais de négociations, de consultations et d'échanges d'informations entre les représentant·e·s des travailleur·euse·s, des employeurs et des gouvernements.



GLOSSAIRE

Indemnité de licenciement : une compensation financière à laquelle les travailleur·euse·s ont droit en cas de rupture de leur contrat de travail par l'employeur.

Limites planétaires : les neuf processus interconnectés de préservation de la vie qui régulent la stabilité de la planète. Le maintien au sein de ces limites évitera des bouleversements irréversibles de l'environnement.

Pratiques d'achat : la manière dont les entreprises interagissent avec leurs fournisseurs et achètent auprès d'eux, notamment concernant le volume de commandes, les conditions de paiement et les délais. De mauvaises pratiques d'achat exercent une incidence négative sur les travailleur·euse·s. Des prix abusifs font baisser les salaires et augmentent la pression de production et les heures supplémentaires non rémunérées. Les annulations de dernière minute, les changements de commande, les remises après livraison et les arriérés de paiement des factures portent le risque d'entraîner un vol de salaire et des licenciements massifs.

Protection sociale : une combinaison de mesures de protection du travail, de sécurité sociale et de services publics visant à réduire et à éviter la pauvreté, la vulnérabilité et l'exclusion sociale. Elle comprend les salaires, les conditions de travail, la santé et la sécurité, les indemnités de maladie, les indemnités et les congés de maternité et parentaux, les indemnités de licenciement, une pension de retraite, les allocations de chômage, l'éducation, les soins de santé et la formation professionnelle.

Travail décent : un concept développé par l'Organisation internationale du Travail (OIT), qui signifie un travail productif pour tou·te·s dans des conditions de liberté, d'équité, de sécurité et de dignité humaine. L'agenda de l'OIT pour le travail décent met l'accent sur quatre piliers : la création d'emplois, les droits au travail, la protection sociale et le dialogue social.

Transition juste : le passage vers un monde à faibles émissions de carbone juste, inclusif et qui ne laisse aucun·e travailleur·euse·e de côté. Cette revendication est née au sein du mouvement syndical et a été appuyée et intégrée à l'Accord de Paris de 2015.

JOIN THE
MOVEMENT

JUST
FASHION



Co-funded by
the European Union

Fashioning a Just Transition (FJT) est mis en œuvre avec le soutien financier de l'Union européenne. Le contenu du projet relève de la seule responsabilité de la Clean Clothes Campaign et ne reflète pas nécessairement les positions de l'Union européenne.